

SYNDICALISATION DES LYCÉEN·NES, DES APPRENTI·ES ET DES ÉTUDIANT·ES : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Dans la suite de son dernier congrès, la FERC-CGT discutera d'une feuille de route lors de son Conseil National Fédéral (CNF) en mars 2021. Il s'agira de réfléchir, collectivement, à la place de la jeunesse dans la CGT. La jeunesse est au centre de la plupart de nos métiers, tient une place essentielle dans notre projet de société. Les dernières luttes ont montré que les lycéen·nes et étudiant·es portaient des revendications en adéquation avec celles de la CGT.

Il existe déjà des expériences de syndicats CGT étudiant·es/lycéen·nes/apprenti·es, organisés au plan territorial. Afin de nourrir le débat, nous avons réalisé un entretien avec l'animateur du syndicat SEL-CGT 81, Antonin Vaïsse. Il a 21 ans et est étudiant à l'Institut National Universitaire Champollion d'Albi. Il est syndiqué depuis 2017 lorsqu'il était intérimaire dans l'Industriel et depuis 2020 il est membre du bureau de l'UD-CGT 81.

Tu animes le syndicat SEL-CGT 81. De quoi s'agit-il ?

Le Syndicat des Étudiants et Lycéens CGT Tarn est issu du Syndicat des Étudiants Albigeois. Il a été constitué en 2017 sur le campus pour lancer un syndicalisme alternatif sur l'Université d'Albi et est désormais affilié



à l'UD-CGT du Tarn. Nous sommes actuellement une dizaine sur l'Université et commençons une activité à l'École des Mines d'Albi et dans des lycées. Nous essayons de rompre avec le « syndicalisme » étudiant ou lycéen d'usager·es et consommateur de services et de vraiment placer les

étudiant·es et lycéen·nes au cœur de leur orientation professionnelle et de leur formation.

Pourquoi, selon toi, faut-il syndiquer les lycéen·nes, les apprenti·es et les étudiant·es à la CGT ?

Pour nous la question est de répondre aux mutations et évolutions du statut lycéen et étudiant dans la société. La CGT historiquement a toujours syndiqué les apprenti·es dans des syndicats de branches et d'industries comme dans la construction par exemple. La tâche inédite aujourd'hui est de répondre aux demandes que nous pouvons recevoir de la part de lycéen·nes en lycées professionnels, jeunes en BTS ou IUT.

Pour nous il est important d'ouvrir la possibilité d'organisation, comme l'ont fait l'UGICT ou les Précaires et Privés d'Emploi, à cette jeunesse pour défendre leurs droits sur les lieux de formations mais aussi permettre un pont syndical entre travail d'étudiant·e et travail salarié. Nous faisons l'expérience dans de nombreuses UD de lycéen·nes ou étudiant·es venant vers nous pour militer en l'absence d'organisation syndicales (déjà nationalement fragilisées) dans nos villes ou territoires. C'est fort dommage alors que la CGT est vraiment une école de formation et a besoin de renouvellement.

Dernière question : quel type de syndicalisme imagines-tu pour la jeunesse dans la CGT ?

Je m'intéresse beaucoup à l'histoire des jeunes dans la CGT depuis sa

fondation. On peut retracer un début formel au 10^e congrès des Bourses du Travail à Alger et dans la Coutume Ouvrière de Maxime Leroy avec les Jeunesses Syndicalistes et Pupilles Syndicalistes. Ces organisations avaient pour but de créer une réelle sociabilité ouvrière avec des activités culturelles et sportives mais aussi syndicales avec la formation politique et pratique et le travail dans les branches comme les Jeunesses Syndicalistes du Bâtiment ou du Livre. Cette organisation a organisé des grèves massives contre la conscription et le militarisme avant la première guerre mondiale.

Le modèle des Jeunesses Syndicales de la FGTB me paraît très intéressant avec une production de matériel très intéressant avec un Lexique du Jeune Travailleur par exemple. Les jeunes FGTB ont aussi une organisation étudiante affiliée, l'Union Syndicale Étudiante, qui bénéficie d'une autonomie d'action mais reste affiliée à l'organisation. Ce modèle me semble intéressant car il est adapté à l'outil jeunes CGT dont nous disposons déjà et assurerait un travail commun chez les jeunes dans la CGT.

Pour le moment les statuts de la CGT ne permettent pas la syndicalisation des étudiant·es et lycéen·nes non-salarié·es, même si la question s'est posée à plusieurs reprises, notamment lors du dernier congrès fédéral. Il faudra donc poursuivre le débat dans la confédération afin de voir quelles évolutions sont possibles et comment officialiser les syndicats qui se forment.